



CHAPITRE 86

Loi concernant La Fabrique de la paroisse de Sainte-Adèle

[Sanctionnée le 8 décembre 1970]

CHAPTER 86

An Act respecting The *Fabrique* of the parish of St. Adèle

[Assented to 8th December 1970]

Préam-
bule.

ATTENDU que La Fabrique de la paroisse de Sainte-Adèle a, par sa pétition, représenté:

Que, le 20 août 1856, Augustin Norbert Morin, par acte passé devant le notaire J. B. Villemure, a fait donation entre vifs aux syndics de la paroisse de Sainte-Adèle d'un immeuble situé dans ladite paroisse et plus amplement décrit audit acte;

Que « Cette donation a été dans le principe faite aux Syndics aux fins de construire une Chapelle ou Église pour l'exercice du culte catholique . . . » et que de fait une église et un presbytère sont érigés sur ledit immeuble;

Que dans ledit acte il a été « Convenu que si en aucun temps à l'avenir ledit terrain cessait d'être employé comme susdit c'est à dire comme desserte principale du culte catholique il retournera de plein au donateur ou ses ayants cause. . . »;

Que lors de l'établissement du cadastre, ledit immeuble a été connu et désigné comme étant le lot numéro trente-deux, rang X, canton d'Abercrombie, du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Adèle, dans la division d'enregistrement de Terrebonne, et que mention a été faite au bureau d'enregistrement de ladite division que le propriétaire de ce lot était l'Oeuvre et Fabrique de la paroisse de Sainte-Adèle, et que, depuis, ledit lot a été subdivisé;

WHEREAS The *Fabrique* of the parish of St. Adèle has by its petition represented:

That on the 20th of August 1856, by a deed made before J. B. Villemure, Notary, Augustin Norbert Morin made a gift *inter vivos* to the trustees of the parish of St. Adèle of an immovable situate in such parish and more fully described in the said deed;

That (translation) "In principle, such gift has been made to the Trustees for the purpose of building a Chapel or Church for the practice of the Catholic religion . . .", and in fact a church and a presbytery have been built on the said immovable;

That in the said deed it was (translation) "Agreed that if at any future time the said land ceases to be used as aforesaid, namely as the principal chapelry of the Catholic religion, it shall revert wholly to the donor or to his legal representatives. . .";

That when the cadastre was established the said immovable became known and designated as lot number thirty-two, Range X, township of Abercrombie, of the official cadastre of the parish of St. Adèle, in the registration division of Terrebonne, and mention was made in the registry office of the said division that the owner of such lot was the *Oeuvre et Fabrique* of the parish of St. Adèle, and that such lot was later subdivided;

Que la pétitionnaire, dûment autorisée par Son Excellence Émilien Frenette, évêque de Saint-Jérôme, désire vendre des subdivisions du lot numéro trente-deux à l'Auberge de la Moisson d'Or de Sainte-Adèle inc., pour qu'y soit érigé un foyer d'hébergement pour personnes âgées, ainsi qu'à d'autres personnes ou corporations, afin de diminuer sa dette;

Que ladite restriction et ledit droit de retour en faveur des ayants cause du donateur empêchent la pétitionnaire de donner un titre incontestable aux acheteurs éventuels et qu'il est dans l'intérêt de la pétitionnaire et de ceux avec qui elle pourrait éventuellement contracter quant audit immeuble d'être libérée de cette restriction et de ce droit de retour;

Que, par ailleurs, la loi oblige toute fabrique à disposer des immeubles qui pendant une période de sept années consécutives n'auront pas été utilisés pour la poursuite de ses fins et que la pétitionnaire ne se sert pas pour ses fins d'une partie dudit immeuble;

Que toutes les recherches effectuées à ce jour en vue de retrouver les ayants cause du donateur se sont avérées vaines à toutes fins pratiques;

Attendu que la pétitionnaire a demandé l'adoption d'une loi à ces fins et qu'il y a lieu de faire droit à sa demande;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. Le droit de retour stipulé dans l'acte de donation du 20 août 1856 par Augustin Norbert Morin aux syndics de la paroisse de Sainte-Adèle, reçu par le notaire J. B. Villemure, et la clause « que si en aucun temps à l'avenir ledit terrain cessait d'être employé comme susdit c'est à dire comme desserte principale du culte catholique il retournera de plein au donateur ou ses ayants cause » sont annulés.

2. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

That in order to reduce its debts the petitioner, duly authorized by His Excellency Émilien Frenette, Bishop of St. Jérôme, wishes to sell certain subdivisions of lot number thirty-two to the Auberge de la Moisson d'Or de Sainte-Adèle Inc. for the building of a home for the aged, and to other persons or corporations;

That the said restriction and the said right of reversion in favour of the donor's legal representatives prevent the petitioner from giving the eventual purchasers an indisputable title, and it is in the interest of the petitioner, and of those with whom it may eventually contract regarding the said immovable, to be freed from such restriction and from such right;

That moreover the law requires every *fabrique* to dispose of immovables which, for a period of seven consecutive years, have not been used for the pursuit of its objects, and that the petitioner is not using part of such immovable for its purposes;

That the searches made until now with a view to finding the donor's legal assigns have for all practical purposes proven fruitless;

Whereas the petitioner has prayed for the passing of an act for such purposes and it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. The right of reversion stipulated in the deed of gift, dated the 20th of August 1856, by Augustin Norbert Morin to the trustees of the parish of St. Adèle, made before J. B. Villemure, Notary, and the clause (translation) "that if at any future time the said land ceases to be used as aforesaid, namely as the principal chapel of the Catholic religion, it shall revert wholly to the donor or to his legal representatives" are annulled.

2. This act shall come into force on the day of its sanction.

Droit de retour, etc., annulé.

Entrée en vigueur.

Right of reversion, etc., annulled.

Coming into force.